



La Thaïlande, pivot des rivalités sino-américaines dans l'Asie du Sud-Est ?

Le coup d'État du 22 mai 2014 met fin à une crise politique débutée fin 2013 entre les partisans du gouvernement de Yingluck Shinawatra (les « chemises rouges ») et l'opposition conservatrice et monarchiste (les « chemises jaunes »). Le putsch, organisé et exécuté par l'armée thaïlandaise, a pour but de restaurer « la paix et l'ordre public » à la suite de manifestations déclenchées par un projet de loi d'amnistie présenté par le gouvernement.

Le coup d'État : point de départ du refroidissement des relations américano-thaïlandaises

La Thaïlande et les Philippines sont les seuls pays d'Asie du Sud-Est alliés des États-Unis par traité. Bangkok a même obtenu le statut de « partenaire majeur hors OTAN » en 2003. Alliée historique des États-Unis depuis la guerre froide, la Thaïlande est ainsi éligible aux programmes américains *Foreign Military Financing* (FMF) et *Excess Defense Articles* (EDA). Le premier finance « sous forme de dons ou de prêts octroyés aux gouvernements étrangers, l'achat d'armements, d'équipements, de services et de formations militaires produits aux États-Unis »¹, tandis que le second désigne les « articles de défense déclarés excédentaires [...] et qui peuvent être transférés, en l'état, vers des pays étrangers »².

Le putsch de 2014 bouleverse toutefois les relations américano-thaïlandaises puisque les États-Unis condamnent fermement la prise de pouvoir de la junte. En effet, la législation américaine (*Foreign Assistance Act* de 1961) impose de « suspendre toute aide à un pays dont les autorités sont arrivées au pouvoir par un coup d'État ». L'ancien président américain Barack Obama, qui avait affiché son soutien au gouvernement de Shinawatra lors d'une visite à Bangkok en 2012, décrète donc une série de sanctions contre la Thaïlande (réduction de la coopération bilatérale, suspension des visites diplomatiques de haut niveau, recalibrage des exercices conjoints). Par exemple, le nombre de soldats participant depuis 35 ans à *Cobra Gold*, exercice annuel financé par les États-Unis sur le sol thaïlandais, est réduit en 2015 et en 2016³. En réaction, Bangkok demande à l'*US Navy* de retirer ses forces de l'île de Phuket.

L'adoption de la nouvelle constitution par référendum le 7 août 2016 ainsi que l'organisation des élections législatives de décembre 2017 semblent rasséréner Washington, mais la junte avait déjà renforcé sa relation avec Pékin.

Le virage diplomatico-militaire de la Thaïlande vers la Chine

Si la Thaïlande et la Chine entretiennent des liens économiques, sociaux et culturels de longue date, leur coopération militaire s'est renforcée au cours de cette dernière décennie. L'achat de matériel chinois (la commande en 2016 à l'entreprise *Norinco* de 28 tanks *VT-4* évaluée à 150 millions de dollars) et l'organisation d'exercices conjoints s'expliquent essentiellement par l'aversion commune aux critiques occidentales à la suite du putsch, ainsi que par le refus de Washington de vendre des armes à Bangkok.

L'engagement dans une course à l'armement naval en Asie du Sud-Est amène la Thaïlande à acquérir 3 sous-marins chinois de la classe *Yuan S 2 6 T* d'un montant de plus d'1 milliard de dollars. La *Royal Thai Navy* manifeste ainsi son intention de consolider sa capacité hauturière, dont la clé de voûte est le *HTMS Chakri Naruebet*⁴, seul porte-aéronefs des nations de l'ASEAN. De plus, l'organisation en mai 2016 d'un exercice conjoint des forces navales thaïlandaises et chinoises, *Blue Strike*, semble encore confirmer une orientation de la junte vers Pékin en matière de coopération militaire.

Enfin, les deux pays organisent pour la première fois, en novembre 2015, l'exercice conjoint aérien *Falcon Strike*. Il est également à souligner que la *Royal Thai Air Force* (RTAF) est l'armée de l'air la mieux équipée de la région de l'Asie du Sud-Est grâce à l'entrée en service, en 2013, de 12 avions de combat suédois *Gripen*, de 2 *Saab 100B Argus Airborne Early Warning & Control* (AEW&C) et de 2 avions de transport *Saab 340*, qui lui permettent de renforcer significativement ses capacités opérationnelles.

Alors que Donald Trump souhaite poursuivre en Asie une politique de « peace through strength » et qu'il a abandonné le Trans-Pacifique Partnership (TPP), la distanciation des liens entre la Thaïlande et les États Unis au profit de la Chine pourrait s'accroître. La Thaïlande semble donc amorcer le même chemin que le gouvernement philippin du président Duterte.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

1 « La législation américaine sur les transferts d'armes », Rapport du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP).

2 *Idem*.

3 Environ 3600 soldats sont envoyés contre plus de 7000 par le passé.

4 Acquis dans les années 1990 comme fer de lance des ambitions maritimes du pays, son utilité s'est vue confinée à la protection des côtes thaïlandaises et aux missions humanitaires.